



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 10-14 juin 2019

Distribution: générale

Point 8 de l'ordre du jour

Date: 15 mars 2019

WFP/EB.A/2019/8-A/9/DRAFT

Original: anglais

Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays — Sao Tomé-et-Principe (2019-2024)

Durée du projet	1 ^{er} juillet 2019-30 juin 2024
Coût total pour le PAM	1 588 903 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Sao Tomé-et-Principe a considérablement avancé sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim demeure un défi majeur pour le pays.

Le plan stratégique du PAM (2019-2024) pour Sao Tomé-et-Principe vise à s'attaquer à certaines des principales difficultés et lacunes qui ont été recensées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition lors de l'examen stratégique national Faim zéro et des consultations menées auprès des pouvoirs publics et des autres partenaires concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, les repas scolaires et l'agriculture paysanne.

Comme indiqué dans la stratégie de développement du pays intitulée "Programme de transformation de Sao Tomé-et-Principe à l'horizon 2030: le pays que nous devons construire", le Gouvernement souhaite mettre en œuvre d'une manière autonome d'ici à 2030 des programmes et des politiques permettant de parvenir à une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, et a demandé au PAM de lui fournir une assistance technique à cet effet. Les repas scolaires demeurent le principal point d'entrée pour le PAM, mais le plan stratégique de pays est

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

M. A. Balde
Directeur de pays
courriel: abdoulaye.balde@wfp.org

intégralement axé sur le renforcement des capacités – une réorientation stratégique qui permet au PAM d'abandonner le rôle opérationnel qu'il jouait auparavant.

La mise en œuvre d'un programme novateur de repas scolaires utilisant la production locale à Sao Tomé-et-Principe devrait faire augmenter la demande d'aliments nutritifs produits localement et, partant, dynamiser les chaînes de valeur alimentaires nationales, tout en minimisant les incidences environnementales et en favorisant l'accès équitable des petits exploitants à des marchés durables. Dans le cadre du présent plan stratégique de pays, les activités du PAM permettront indirectement de réduire les taux de malnutrition, d'appuyer l'autonomisation des femmes et de faire progresser l'égalité femmes-hommes.

Le plan stratégique de pays est conçu pour produire l'effet direct stratégique suivant:

- D'ici à 2030, le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe dispose de capacités renforcées pour conduire un programme de repas scolaires utilisant la production locale, qui soit durable sur les plans environnemental et social, propre à faire évoluer les relations entre les sexes et favorable aux petits exploitants, ainsi que pour mettre en œuvre les politiques et programmes connexes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition à l'échelle du pays.

L'effet direct stratégique résultera de deux activités:

- *Activité 1:* Assurer le renforcement des capacités des pouvoirs publics (notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud) pour la conception, la gestion et la coordination d'un programme de repas scolaires utilisant la production locale, qui soit durable sur les plans environnemental et social, propre à faire évoluer les relations entre les sexes et à dimension nutritionnelle, et des politiques et programmes connexes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- *Activité 2:* Assurer le renforcement des capacités des pouvoirs publics et appuyer leur coordination, afin qu'ils soient en mesure d'encourager la mise en place de chaînes de valeur alimentaires locales durables et équitables et de stimuler les marchés agricoles au profit des petits exploitants.

Dans le cadre de son engagement à consolider et à améliorer le Programme national d'alimentation et de santé scolaires (*Programa nacional de alimentação e saúde escolar*), le Gouvernement considère le PAM comme son partenaire privilégié s'agissant de fournir une assistance technique et d'appuyer les échanges de connaissances relatives à divers aspects du programme. La position stratégique du PAM repose sur son expérience et son avantage comparatif reconnu en ce qui concerne la conception d'initiatives de repas scolaires utilisant la production locale et de programmes d'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants, notamment les initiatives Achats au service du progrès et Acheter aux Africains pour l'Afrique, l'échange de connaissances dans le cadre de la coopération Sud-Sud ainsi que la maîtrise de l'exécution de ces programmes.

Le plan stratégique de pays sera mis en œuvre en partenariat avec le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe, des organismes des Nations Unies, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la Santé et le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque africaine de développement, le Brésil, la Chine, des organisations non gouvernementales, et l'Institut national pour la promotion de l'égalité et l'équité entre les sexes.

Le plan stratégique de pays est parfaitement harmonisé avec les recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro et avec le Programme de transformation à l'horizon 2030; ce dernier est également pris en compte dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2017-2021 relatif à Sao Tomé-et-Principe. Ce plan contribue à la réalisation du but stratégique 2 et de l'objectif stratégique 4 du PAM et à l'obtention de son résultat stratégique 5.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour Sao Tomé-et-Principe (2019-2024) (WFP/EB.A/2019/8-A/9), pour un coût total pour le PAM de 1 588 903 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.2 Contexte national

1. Situé dans le golfe de Guinée, Sao Tomé-et-Principe se compose de deux îles et de plusieurs îlots, pour la plupart inhabités. Le pays a une superficie de 1 000 km² et compte une population de 197 700 habitants (97 988 hommes et 99 712 femmes)¹. Il fait partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et, en 2016, le revenu national brut par habitant s'élevait à 1 730 dollars². La population est jeune: 20,1 pour cent des habitants ont entre 15 et 24 ans et 57,8 pour cent entre 15 et 64 ans³.
2. Ces dernières décennies, le pays a accompli des progrès considérables en matière de réduction de la mortalité et de la malnutrition infantiles et d'amélioration de la santé maternelle⁴. En 2017, il se classait au 143^e rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain, avec un indice de 0,589⁵, ce qui place le pays dans la catégorie "moyenne" du développement humain et au-dessus de la moyenne pour l'Afrique subsaharienne. Le pays se heurte néanmoins à d'énormes difficultés pour éradiquer l'extrême pauvreté et la faim et peu de progrès ont été enregistrés depuis 2000. En 2012, il était estimé que près des deux tiers de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté, les femmes risquant davantage que les hommes d'être touchées par la pauvreté⁶. Il ressort d'évaluations plus récentes que la lutte contre la pauvreté a peu progressé depuis 2000⁷. La pauvreté est plus marquée dans les centres urbains que dans les zones rurales compte tenu des possibilités d'emploi limitées, notamment pour les jeunes et les femmes. Près de 50 pour cent des travailleurs sur le marché de l'emploi exercent des activités dans le secteur informel et n'ont pas accès à des salaires décents. Le taux de chômage dans le pays s'élève approximativement à 13,6 pour cent (19,7 pour cent des femmes, 9,3 pour cent des hommes et 23 pour cent des jeunes)⁸.
3. Sao Tomé-et-Principe se classe au 131^{ème} rang sur 160 pays dans l'indice d'inégalité de genre de 2018 (soit en recul par rapport à la 122^{ème} place qu'il occupait en 2015)⁹, ce qui met en lumière les défis non négligeables auxquels le pays est confronté s'agissant de parvenir à l'égalité femmes-hommes et de promouvoir la répartition équitable des avantages du développement entre les femmes et les hommes, les garçons et filles¹⁰.

¹ Estimations démographiques de 2017 de l'Institut national de la statistique de Sao Tomé-et-Principe (*Instituto Nacional de Estatística*). Voir: <https://www.ine.st/>.

² Groupe de la Banque mondiale. 2018. *São Tomé and Príncipe Country Overview*. Voir: <http://www.worldbank.org/en/country/saotome/overview>. Il n'existe pas de données ventilées par sexe.

³ Institut national de la statistique de Sao Tomé-et-Principe (Instituto nacional de Estatística). Voir <https://www.ine.st>. Il n'existe pas de données ventilées par sexe.

⁴ Depuis 1995, le taux de mortalité infantile recule en moyenne de 30 pour cent sur chaque période de cinq ans.

⁵ Données relatives à Sao Tomé-et-Principe du Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement. Voir <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/STP>

⁶ Environ 71 pour cent des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 63 pour cent des hommes. Ministère de la planification et du développement 2012. Deuxième stratégie nationale de réduction de la pauvreté (2012-2016) [*Estratégia Nacional de Redução da Pobreza II (2012-2016)*]. Voir <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/STP/ENRP%20II%202012%20-2016B.pdf> [en portugais].

⁷ Ministère de la planification et du développement. 2012. Deuxième stratégie nationale de réduction de la pauvreté (2012-2016) [*Estratégia Nacional de Redução da Pobreza II (2012-2016)*]. Voir <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/STP/ENRP%20II%202012%20-2016B.pdf> [en portugais].

⁸ Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2013. *UNICEF Annual Report 2013 - Sao Tome and Principe*. Voir https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Sao_Tome_and_Principe_COAR_2013.pdf

⁹ Programme des Nations Unies pour le développement. 2018. Rapport sur le développement humain: Tableau 5: Indice d'inégalité de genre <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>.

¹⁰ Programme des Nations Unies pour le développement. 2018. *Human development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update: Sao Tome and Principe*. Voir http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/STP.pdf.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

4. Malgré les progrès importants qu'il a accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, Sao Tomé-et-Principe n'a pas atteint l'objectif consistant à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. Le Gouvernement a intégré les objectifs de développement durable (ODD) dans une stratégie nationale actualisée de développement intitulée: "Programme de transformation de Sao Tomé-et-Principe à l'horizon 2030: le pays que nous devons construire"¹¹. Pour ajuster les ODD aux réalités locales, le pays a mené d'octobre 2017 à avril 2018, avec un appui technique et financier du PAM, un examen stratégique Faim zéro qui a abouti à l'élaboration d'une feuille de route précise pour l'élimination de la faim d'ici à 2030.
5. *Accès à la nourriture.* Selon les estimations de 2009, environ 24 pour cent des ménages étaient en situation d'insécurité alimentaire¹². La pauvreté, comme cause principale de la faim, demeure importante, avec approximativement un tiers de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. Les deux tiers de la population sont en deçà du seuil de pauvreté fixé à 3,20 dollars par jour¹³.
6. Les taux de chômage élevés et la faiblesse des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, conjugués aux incidences des catastrophes naturelles répétitives telles qu'inondations, glissements de terrain et dégradations de l'environnement, font que la production alimentaire nationale n'est pas en mesure de satisfaire les besoins de la population. Les disponibilités alimentaires (en particulier s'agissant des ménages les plus pauvres et différemment selon le sexe et l'âge) et la stabilité des marchés sont imprévisibles en raison des infrastructures limitées et du mauvais accès au marché, notamment au plus fort de la saison des pluies. La dépendance importante de Sao Tomé-et-Principe à l'égard des importations de produits alimentaires (céréales, haricots, huile, viande, produits laitiers et autres produits d'origine animale) expose le pays à la fluctuation des prix des aliments et a des effets néfastes sur les moyens d'existence des ménages, avec des répercussions particulièrement marquées pour les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes vivant avec le VIH.
7. *Fin de la malnutrition.* La réduction de la malnutrition a été une priorité absolue du Gouvernement au cours des dernières décennies. Cependant, comme l'a fait apparaître l'examen stratégique Faim zéro, le pays n'a enregistré qu'un modeste recul de la prévalence de la sous-alimentation, qui est passée de 18,1 pour cent pendant la période 1999-2001 à 13,5 pour cent pendant la période 2014-2016¹⁴. Des estimations de 2014 indiquaient que 17,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans accusaient un retard de croissance, les taux étant plus élevés chez les garçons que chez les filles (20,5 pour cent et 13,9 pour cent respectivement). Environ 8,8 pour cent présentaient un déficit pondéral (10,6 pour cent des

¹¹ Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe. 2015. Programme de transformation de Sao Tomé-et-Principe à l'horizon 2030. Voir http://www.st.undp.org/content/dam/sao_tome_and_principe/docs/Centre%20de%20press/undp_st_GLAagenda_En.pdf.

¹² PAM. 2009. Analyse globale de l'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité: République Démocratique de Sao Tomé et Principe. Voir https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp196154.pdf?_ga=2.77634898.71981868.1551180781-705018806.1541431919. Aucune évaluation de la sécurité alimentaire n'a été conduite récemment à Sao Tomé-et-Principe et il n'existe pas de données ventilées par sexe ou par âge pour l'indicateur fourni.

¹³ Groupe de la Banque mondiale. 2018. *The World Bank in Sao Tome and Principe* <http://www.worldbank.org/en/country/saotome/overview>.

¹⁴ Voir les données relatives à la sous-alimentation. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – Division de la statistique. Sao Tomé-et-Principe, Indicateurs de pays: <http://www.fao.org/faostat/fr/#country/193>. Il n'existe pas de données ventilées par sexe ou par âge.

- garçons et 6,9 pour cent des filles) et 4 pour cent souffraient d'émaciation (4,7 pour cent des garçons et 3,3 pour cent des filles)¹⁵.
8. Les carences en micronutriments sont alarmantes: selon les données disponibles¹⁶, 96 pour cent des enfants d'âge préscolaire et 18 pour cent des filles et des femmes enceintes souffrent de carences en vitamine A¹⁷, et les taux d'anémie chez les enfants de moins de 5 ans atteignent 67,5 pour cent (69,5 pour cent chez les garçons et 65,5 pour cent chez les filles). En outre, près des deux tiers des ménages ne consomment pas de sel iodé et 37 pour cent des habitants ont un apport en zinc insuffisant¹⁸, comme il ressort de l'examen stratégique Faim zéro.
 9. Les causes directes de la dénutrition chronique sont multiples: mauvaises pratiques d'alimentation des nourrissons, prix élevés des denrées alimentaires et forte charge de morbidité. Un certain nombre de causes indirectes, telles que les inégalités entre les sexes, les services inadaptés et un environnement insalubre, contribuent aussi à la malnutrition¹⁹. Plus précisément les facteurs défavorables sont la mauvaise qualité des services de santé (y compris les services de santé sexuelle et reproductive), la médiocrité des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement, les pratiques peu satisfaisantes en matière d'hygiène et la préparation inadaptée des aliments, qui favorisent tous la prolifération des maladies. En 2015, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) faisait valoir que seuls 35 pour cent de la population avaient accès à des systèmes d'assainissement améliorés²⁰.
 10. *Productivité et revenus des petits agriculteurs*. Historiquement, l'agriculture fait partie des secteurs les plus performants avec, ces dernières années, une progression des exportations de cacao, de café et d'huile de palme. Cependant, le succès relatif de la production de cultures de rente à des fins d'exportation ne s'est pas traduit en une production vivrière locale rentable.
 11. Sao Tomé-et-Principe n'a pas un long passé d'agriculture paysanne. Le secteur agricole était essentiellement voué aux cultures de rente telles que le café, le cacao, la canne à sucre et le poivre, produites par des sociétés employant des ouvriers (surtout des hommes); la majeure partie des aliments destinés à la consommation des ménages était importée. La nationalisation des plantations de cacao dans les années 80 et la privatisation du secteur agricole dans les années 90 ont conduit à la création de petites et moyennes entreprises agricoles²¹. Néanmoins, faute d'accès au marché et de l'appui technique et financier indispensable pour soutenir la production des petits exploitants, un grand nombre d'exploitations ont été abandonnées et les populations rurales ont migré vers les centres urbains²². Les conséquences ont été négatives pour la production agricole et, partant, pour

¹⁵ Institut national de la statistique de Sao Tomé-et-Principe et d'autres. 2016. *Sao Tome and Principe Multiple Indicator Cluster Survey 2014, Final Report*. Voir https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Sao%20Tome%20and%20Principe/2014/Final/Sao%20Tome%20and%20Principe%202014%20MICS_English.pdf. Il n'existe pas de données ventilées par sexe.

¹⁶ Groupe de la Banque mondiale. 2015. *Nutrition at a Glance: São Tomé and Príncipe*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/601731468105842725/pdf/771930BRI0Box00C00Sao0TP0April02011.pdf>.

¹⁷ Il n'existe pas de données ventilées par âge, de sorte que le chiffre relatif aux adolescentes n'est pas connu.

¹⁸ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2009. Suivre les progrès dans les domaines de la nutrition de la mère et de l'enfant. Voir https://www.unscn.org/web/archives_resources/files/Tracking_Progress_on_Child_and_Mate_531.pdf.

¹⁹ Institute for Health Metrics and Evaluation. 2016. *São Tomé e Príncipe*. <http://www.healthdata.org/sao-tome-and-principe>.

²⁰ Fonds des Nations Unies pour l'enfance/Organisation mondiale de la Santé. Programme commun de surveillance de l'eau, l'assainissement et l'hygiène. 2015. Voir https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Sao_Tome_and_Principe_2015_COAR.pdf.

²¹ Ministère de l'agriculture. Il n'existe pas de données ventilées par sexe sur la composition de la main-d'œuvre dans les plantations et les entreprises agricoles.

²² Ministère de l'agriculture. Il n'existe pas d'informations ventilées par sexe ou par âge sur l'exode rural.

la sécurité alimentaire²³. La pression démographique ainsi créée sur les zones d'installations existantes a entraîné une détérioration des niveaux de vie. Des évaluations visant à cartographier et à définir le profil de l'agriculture de subsistance dans le pays sont en cours avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Communauté des pays de langue portugaise²⁴. Ces évaluations permettront d'en savoir plus sur le sexe, l'âge et les autres caractéristiques essentielles des petits exploitants agricoles. Les évaluations permettront notamment d'analyser l'accès des exploitants aux ressources et aux services et de déterminer qui travaille, qui a accès au marché, qui migre, qui reste dans les zones rurales et qui est responsable de la production agricole.

12. À Sao Tomé-et-Principe, 52 pour cent de la population active (57 pour cent des hommes économiquement actifs et 42 pour cent des femmes économiquement actives) travaillent dans le secteur agricole²⁵. L'accès à la terre reste un problème majeur en raison de la faible superficie du pays et de son relief accidenté ainsi que de la dégradation des sols. La moitié des ruraux ont acquis des actes de propriété pour leurs terres; on ne compte qu'un tiers de femmes parmi eux²⁶. Les producteurs ruraux ne sont pas associés aux débats sur les politiques de développement agricole et rural²⁷.
13. *Systèmes alimentaires durables*. À Sao Tomé-et-Principe, le système de production vivrière pour le marché intérieur repose essentiellement sur l'agriculture de subsistance et est considéré comme fragile en raison de la faiblesse des infrastructures et de l'absence de services d'appui public et de coordination. C'est pourquoi, le pays est contraint d'importer une grande partie de ses denrées alimentaires²⁸. Le secteur de l'agriculture est principalement centré sur les cultures de rente d'exportation, notamment le cacao, le café et le poivre. Les efforts déployés pour diversifier la production alimentaire destinée à la consommation intérieure ont permis une progression de la production de bananes, de manioc et de maïs par les petits agriculteurs mais les volumes demeurent en deçà de ce qui est requis pour répondre aux besoins nationaux²⁹. Les femmes contribuent d'une manière non négligeable à la sécurité alimentaire dans le cadre d'une agriculture de subsistance à petite échelle, notamment les processus de transformation et de conservation, outre les travaux domestiques non rémunérés. Ces derniers, en majeure partie invisibles et sous-évalués, prennent beaucoup de temps, surtout dans les zones rurales où les inégalités entre les sexes sont particulièrement prononcées.

²³ Institut national de la statistique de Sao Tomé-et-Principe et d'autres. 2016. Sao Tome and Principe Multiple Indicator Cluster Survey 2014, Final Report. Voir https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Sao%20Tome%20and%20Principe/2014/Final/Sao%20Tome%20and%20Principe%202014%20MICS_English.pdf.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2012. Sao Tomé-et-Principe. Cadre de programmation pays 2014-2017. Annexe 8. Voir <http://www.fao.org/3/a-bp637f.pdf> (il n'existe pas de données concernant les différences entre la production de cultures de rente et l'agriculture de subsistance).

²⁶ Banque mondiale. 2004. *Sao Tome and Principe - Country Gender Assessment*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/122741468777890991/Sao-Tome-and-Principe-Country-Gender-Assessment>.

²⁷ Il n'existe pas de données ventilées par sexe.

²⁸ Institut national de la statistique de Sao Tomé-et-Principe et d'autres. 2016. Sao Tome and Principe Multiple Indicator Cluster Survey 2014, Final Report. Voir https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Sao%20Tome%20and%20Principe/2014/Final/Sao%20Tome%20and%20Principe%202014%20MICS_English.pdf.

²⁹ La mesure dans laquelle les petits exploitants, femmes et hommes, ont profité de cette augmentation n'est pas connue.

Environnement macroéconomique

14. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé à un rythme moyen de 4,5 pour cent entre 2009 et 2016, avec une légère décélération à partir de 2014. Le secteur des services compte pour les deux tiers du PIB³⁰ et les secteurs primaire et secondaire se partagent le dernier tiers. La production agricole a décliné depuis l'indépendance, en 1975, mais la plupart des exportations du pays concernent encore des produits agricoles, notamment le cacao³¹.
15. Le nombre réduit de travailleurs santoméens qualifiés constitue un obstacle à la production de biens et services à l'échelle requise pour satisfaire la demande du marché. Les coûts d'exportation sont élevés en raison de l'insularité du pays. La superficie des terres et le nombre de travailleurs sont limités³², ce qui empêche la diversification économique et rend le pays vulnérable face aux chocs liés aux termes de l'échange.

Principaux liens intersectoriels

16. Sao Tomé-et-Principe est confronté à des problèmes importants en raison de son insularité, de son éloignement et de sa petite taille. Ses sols, sa topographie et son régime climatique font que le pays est particulièrement vulnérable face aux risques naturels et aux changements climatiques de faible ampleur. Les risques naturels touchent l'agriculture, notamment la production vivrière, réduisent l'accès au réseau routier et entraînent la destruction des logements et des biens des ménages, avec des retombées différentes sur la vie et la résilience des femmes, des hommes, des filles et des garçons.
17. Les taux d'alphabétisation sont élevés: 88 pour cent chez les adultes³³, 96,3 pour cent chez les jeunes femmes et 97,1 pour cent chez les jeunes hommes (groupe d'âge de 15 à 24 ans)³⁴. Cependant, le taux de redoublement enregistré en 2016/17 s'élevait à 12 pour cent des étudiants (dont 38 pour cent de filles et 62 pour cent de garçons)³⁵, et de nombreux enseignants n'ont pas de formation professionnelle³⁶.
18. Les données recueillies lors d'une enquête en grappes à indicateurs multiples réalisée en 2014 ont fait apparaître un taux élevé de grossesse chez les filles. Seize pour cent des filles âgées de 15 à 19 ans avaient déjà eu des enfants, 5 pour cent étaient enceintes de leur premier enfant et près de 1 pour cent avaient donné naissance à un enfant vivant avant l'âge de 15 ans. Ce dernier groupe se composait quasi exclusivement de filles appartenant aux 40 pour cent les plus pauvres de la population. De plus, 27 pour cent des femmes âgées de 20 à 24 ans avaient eu une naissance vivante avant l'âge de 18 ans. Là encore, les femmes et les filles les plus pauvres s'avéraient plus nombreuses dans ce cas (35 pour cent) que les plus aisées (12 pour cent)³⁷.

³⁰ Le secteur des services mobilise 58,8 pour cent des hommes et 84 pour cent des femmes (informations disponibles à l'adresse <http://datatopics.worldbank.org/gender/country/sao-tome-and-principe>).

³¹ Groupe de la Banque mondiale. 2018. Page Web de pays sur Sao Tomé-et-Principe (voir: <http://www.worldbank.org/en/country/saotome/overview>)

³² Selon les données de l'Organisation internationale du travail (OIT), le faible taux de participation des femmes à la population active est susceptible d'expliquer, autant que "le nombre de travailleurs limité", la faible diversification économique.

³³ Institut national de la statistique de Sao Tomé-et-Principe et UNICEF. 2015. *MICS 2014*.

³⁴ Indice de développement corrigé des inégalités entre les sexes pour Sao Tomé-et-Principe. Rapport 2017, page 20. Le même rapport montre que le taux d'alphabétisation des femmes et des hommes décroît avec l'âge.

³⁵ Ministère de l'éducation, de la culture, des sciences et de la communication. *Rapport statistique pour 2016-2017*, pages 59-60. Voir <https://mecc.gov.st/index.php/publicacoes/> (en portugais).

³⁶ Selon les statistiques du Ministère de l'éducation relatives à 2016 et 2017, 94 pour cent des enseignants de maternelle sont des femmes et 52 pour cent de ces enseignants n'ont aucune formation. Dans les écoles primaires, 54 pour cent des enseignants sont des femmes et 20 pour cent des enseignants n'ont aucune formation.

³⁷ Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2017. UNICEF Annual Report 2017: *Sao Tome and Principe*. (voir https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Sao_Tome_and_Principe_2017_COAR.pdf).

19. Le mariage des filles constitue une autre manifestation des inégalités entre les sexes qui sape les droits des femmes et des filles et freine le développement durable. On estime à 32,2 pour cent le nombre de femmes mariées avant l'âge de 18 ans³⁸. Ces mariages précoces compromettent l'accès des filles à l'éducation et à l'emploi parce que la plupart d'entre elles abandonnent leurs études dès qu'elles ont des enfants et des responsabilités familiales.
20. Les inégalités entre les sexes freinent l'accès des femmes à la prise de responsabilités et aux postes décisionnels. Par exemple, on ne compte que 14,5 pour cent de femmes parmi les membres du Parlement³⁹.
21. Un peu moins de 75 pour cent des ménages ont accès aux services de santé, notamment les services de santé sexuelle et reproductive⁴⁰. Ces cinq dernières années, la prévalence du VIH est restée stable à 0,5 pour cent de la population. Parmi les personnes dans la tranche d'âge des 15 à 24 ans vivant avec le VIH, 51,8 pour cent sont des femmes et 48,2 pour cent sont des hommes. Environ 88 pour cent des centres de santé fournissent gratuitement des services de conseil médical et des tests de dépistage pour le VIH⁴¹. L'espérance de vie est de 64 ans chez les hommes et de 71 ans chez les femmes⁴². Le taux de mortalité relatif aux enfants de moins de 5 ans demeure élevé, avec 32,4 décès pour 1 000 naissances vivantes⁴³.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

22. L'examen stratégique national Faim zéro a permis de recenser les difficultés, les facteurs d'inefficacité et les lacunes à différents niveaux (juridique, stratégique, et politique et opérationnel). Tous ces éléments ont été ultérieurement corroborés lors des consultations menées par le bureau de pays auprès des pouvoirs publics et d'autres partenaires clés, et sont résumés ci-après. Les inégalités entre les sexes sont ressorties comme étant une cause de la faim qui intéresse tous les domaines énumérés dans les chapitres suivants, à savoir, accès à la nourriture, repas scolaires, nutrition, productivité des petits exploitants et systèmes d'information.
23. *Accès à la nourriture*: L'insécurité alimentaire et nutritionnelle à Sao Tomé-et-Principe est le résultat de plusieurs facteurs, notamment le taux de chômage élevé et la mauvaise performance des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. En conséquence, la production vivrière et l'accès aux services de base sont limités; le pays est fortement dépendant des importations alimentaires et, partant, exposé aux fluctuations des prix des produits alimentaires, dont les effets sont particulièrement néfastes sur les moyens d'existence des personnes pauvres; et l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux services financiers et aux moyens de production (notamment la terre et les ressources agricoles) est difficile, avec des répercussions différenciées sur les femmes et les hommes tout au long de leur vie.

³⁸ Institut national de la statistique de Sao Tomé-et-Principe et d'autres. 2016. Sao Tome and Principe Multiple Indicator Cluster Survey 2014, Final Report. Voir: https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Sao%20Tome%20and%20Principe/2014/Final/Sao%20Tome%20and%20Principe%202014%20MICS_English.pdf.

³⁹ Union interparlementaire. Les femmes dans les parlements nationaux (<http://archive.ipu.org/wmn-f/classif.htm>).

⁴⁰ Selon le Rapport sur l'indice de développement corrigé des inégalités entre les sexes pour Sao Tomé-et-Principe, près de 99 pour cent des femmes en âge de procréer sont informées sur les méthodes de contraception et y ont accès.

⁴¹ Rapport sur l'indice de développement corrigé des inégalités entre les sexes pour Sao Tomé-et-Principe 2017, pages 21-22.

⁴² Institut national de la statistique de Sao Tomé-et-Principe. Indicateurs de pays. Voir: <https://www.ine.st/index.php/o-pais/indicadores> (en portugais).

⁴³ Groupe de la Banque mondiale. Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans (per 1 000 naissances vivantes) (<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.DYN.MORT?contextual=region&end=2017&locations=ST&start=2017&view=bar>).

24. *Repas scolaires*: Les problèmes liés aux repas scolaires sont les suivants: absence de stratégie nationale en la matière; prise en compte insuffisante de ces activités dans les priorités et les budgets nationaux; capacité limitée des pouvoirs publics à gérer efficacement et équitablement les opérations liées aux repas scolaires; mécanismes de financement inadaptés; problèmes de logistique entravant la livraison des produits alimentaires dans les écoles; incapacité à déterminer exactement le coût d'un programme de repas scolaires et le degré de participation et d'inclusion des communautés; faible mobilisation de la société civile à l'appui du passage à la prise en charge nationale, notamment du point de vue de la contribution des communautés et de la participation des associations de parents d'élèves⁴⁴; et forte dépendance à l'égard d'un assortiment alimentaire composé de produits importés tels que le riz, les haricots le sel et l'huile végétale. Il convient de mettre sur pied une véritable initiative de repas scolaires utilisant la production locale, qui soit de nature à faire évoluer les relations entre les sexes et mette tout particulièrement l'accent sur l'achat direct d'aliments nutritifs produits localement.
25. *Nutrition*: Plusieurs facteurs contribuent à l'insécurité nutritionnelle à Sao Tomé-et-Principe, à savoir: le nombre insuffisant de nutritionnistes dans le pays; la nécessité de mettre en œuvre des stratégies de communication sexospécifiques pour promouvoir les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et de nutrition maternelle; la nécessité de renforcer l'éducation nutritionnelle destinée aux adolescents (en tant que futurs parents et selon une optique propre à faire évoluer les relations entre les sexes); le manque de détermination à placer l'approche dite des 1 000 premiers jours (c'est-à-dire de la conception à l'âge de deux ans) au rang des priorités; et l'importance insuffisante attribuée aux programmes d'enrichissement des aliments.
26. *Productivité des petits exploitants*: La productivité des petits exploitants est sapée par les problèmes suivants: marchés agricoles peu développés et mal intégrés; absence d'une politique équitable à l'égard des femmes et des hommes qui protège les agriculteurs et les pêcheurs et énonce des mesures d'incitation à leur intention; associations paysannes désorganisées, inefficaces et peu représentatives (en particulier pour ce qui est des femmes); nécessité d'améliorer les infrastructures pour relier les sites de production et les marchés; manque crucial de données fiables sur l'agriculture; main-d'œuvre insuffisante et qualifications techniques limitées⁴⁵; et absence de filière d'aliments nutritifs. Comme l'a fait ressortir l'examen stratégique Faim zéro, la faible productivité agricole s'explique par la médiocrité des infrastructures, l'investissement insuffisant des pouvoirs publics, la recherche scientifique particulièrement inadaptée et le nombre limité de petits exploitants agricoles. On ne recense que 8 955 petits agriculteurs (dont 30 pour cent de femmes)⁴⁶ et ils ne sont pas associés aux débats concernant les politiques de développement agricole et rural.
27. *Coordination*: Dans ce domaine, les difficultés tiennent aux faibles capacités de coordination et aux ressources limitées du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (*Conselho de Segurança Alimentar e Nutricional*); aux capacités techniques et financières insuffisantes dont disposent les pouvoirs publics pour mettre en œuvre les programmes existants; et à l'absence d'actions de plaidoyer régulières et fondées sur des données factuelles visant à sensibiliser aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

⁴⁴ PAM. 2015. *Évaluation d'opération. Sao Tomé-et-Principe. Projet de développement DEV 2002 95: Transition vers un programme national d'alimentation et de santé scolaires à Sao Tomé-et-Principe: Rapport d'évaluation – version finale*, paragraphe 13. Voir <https://docs.wfp.org/api/documents/00eeb77443984c4dbf7d6f5daa7c46e7/download/>.

⁴⁵ Il n'existe pas de collège agricole ni de formation en matière d'agriculture à Sao Tomé-et-Principe et la discrimination structurelle compromet la participation des femmes.

⁴⁶ Estimations fournies par le Ministère de l'agriculture.

28. *Systèmes d'information*: Les systèmes d'information sont défectueux faute de données périodiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le pays, de mécanismes permettant de suivre et d'évaluer les avancées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition d'ici à 2030, d'un système de fixation des prix à la production et à la commercialisation, et de données ventilées et d'analyses par sexe et par âge.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

29. Le Programme de transformation à l'horizon 2030 est harmonisé avec la deuxième stratégie nationale de réduction de la pauvreté⁴⁷, qui a pour ambition de faire progresser le PIB d'au moins 6 pour cent par an, de faire reculer la pauvreté de 10 pour cent grâce à des initiatives génératrices de revenus et à la création d'emplois et de garantir à tous les citoyens un accès aux services sociaux de base. Le Programme de transformation à l'horizon 2030 attribue une priorité absolue à l'égalité femmes-hommes et vise à garantir concrètement l'égalité des sexes et l'équité du traitement des deux sexes dans toutes les politiques publiques. Les conclusions et les recommandations de l'examen stratégique Faim zéro confirment les incidences des inégalités entre les femmes et les hommes.
30. En 2017, le Gouvernement a approuvé un plan national de développement pour 2017-2021, qui est lié au Programme de transformation à l'horizon 2030 et repose sur deux piliers. Le premier pilier (croissance accélérée et durable) s'articule autour de quatre axes: diversification de l'économie et expansion de sa base productive; amélioration de la gestion stratégique du développement et de la gestion des finances publiques; modernisation des infrastructures économiques et sociales; et amélioration de la gestion des terres et de la protection de l'environnement. Le deuxième pilier vise à renforcer la cohésion sociale et la crédibilité extérieure par les moyens suivants: amélioration du capital humain et de la gouvernance; promotion des jeunes, renforcement de la famille et protection des groupes vulnérables; valorisation de la culture nationale, en appuyant son développement et en y associant la diaspora; renforcement des pôles de développement local et promotion de la décentralisation; et consolidation de la coopération internationale et préservation de la souveraineté nationale.
31. En vue d'améliorer la sécurité alimentaire et de faire baisser les taux de malnutrition, le Gouvernement a adopté un programme national de sécurité alimentaire et de nutrition pour la période 2012–2023 ainsi qu'un programme national de nutrition, qui énoncent les priorités du pays dans ces domaines jusqu'en 2030. Le programme de sécurité alimentaire et de nutrition vise à accroître la production vivrière de base et à améliorer le système de commercialisation en limitant les importations de produits alimentaires et en promouvant des activités économiques de subsistance rentables qui permettent aux petits exploitants d'accroître leurs revenus et, partant, fassent reculer la pauvreté.
32. Parallèlement, le programme national de nutrition vise à assurer que tous les citoyens, en particulier les plus pauvres, ont accès durablement à des aliments de qualité en quantités suffisantes, et ainsi, à réduire notablement la mortalité et la morbidité liées à la malnutrition. L'objectif du programme est de promouvoir de bonnes habitudes nutritionnelles grâce à un changement de comportement, afin que chacun (dans le respect de la diversité) puisse réaliser intégralement son potentiel physique et cognitif, notamment du point de vue de la résistance aux maladies.

⁴⁷ Ministère de la planification et du développement 2012. Deuxième stratégie nationale de réduction de la pauvreté (2012-2016) (*Estratégia Nacional de Redução da Pobreza II [2012-2016]*). Voir <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/STP/ENRP%20II%202012%20-2016B.pdf>. (en portugais)

33. Avec la création en 2016 du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui est liée à la stratégie régionale de la Communauté des pays de langue portugaise en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, le Gouvernement a pris des mesures importantes en faveur de la coordination multisectorielle dans ces domaines au niveau national. La mise en place de ce conseil a contribué à mobiliser les décideurs au plus haut niveau du Gouvernement: le Premier Ministre et le Ministre de l'agriculture assument la présidence et la vice-présidence du conseil, dont les 20 autres membres comprennent des représentants des ministères concernés, le président de la région autonome de Principe et des représentants du Programme national d'alimentation et de santé scolaires (*Programa nacional de alimentação e saúde escolar*), du programme national de nutrition et d'organisations de la société civile.
34. Toujours en lien avec la sécurité alimentaire et la nutrition, le Gouvernement a adopté un programme national d'investissement agricole pour la sécurité alimentaire et la nutrition (*Programa Nacional de Investimento Agrícola para a Segurança Alimentar e Nutricional*) pour la période 2016–2020, qui vise à garantir une croissance agricole durable d'au moins 6 pour cent jusqu'en 2020. Ce programme comporte six grands objectifs: intensification durable et diversification de la production agricole et animale; développement durable de la pêche et promotion de l'aquaculture; gestion durable des ressources naturelles; accès au marché et aux services financiers; amélioration de l'état nutritionnel de la population et meilleure gestion de la vulnérabilité; et renforcement des capacités institutionnelles.
35. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires a recommandé que Sao Tomé-et-Principe adopte un plan national d'investissement en faveur de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, comme un moyen d'appuyer le développement agricole et la réduction de la pauvreté. Le pays n'a pas encore adopté un tel plan.
36. Le Programme national d'alimentation et de santé scolaires a été élaboré par le Ministère de l'éducation en 2012 dans le but de garantir aux enfants des écoles l'accès à une alimentation saine et équilibrée à base de produits locaux, d'améliorer l'état nutritionnel des enfants et, indirectement, de contribuer au développement durable de Sao Tomé-et-Principe. À l'heure actuelle, le programme constitue le principal filet de sécurité du pays avec, chaque jour, la fourniture de repas scolaires chauds à 46 766 écoliers dans toutes les écoles primaires et maternelles publiques. Le programme est intégralement géré par les pouvoirs publics, et le Gouvernement a réaffirmé qu'il était déterminé à le financer et à développer l'approche des repas scolaires utilisant la production locale. Le Gouvernement considère également que les allocations budgétaires destinées à acheter des produits alimentaires chez les petits exploitants constituent une priorité en tant que moyen de réduire les importations alimentaires et de lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

37. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2017-2021 relatif à Sao Tomé-et-Principe est parfaitement cohérent avec le plan national de développement et tire parti des avantages comparatifs des différents organismes des Nations Unies intervenant dans le pays. Trois domaines prioritaires sont définis dans le PNUAD, à savoir: le soutien à la cohésion sociale grâce à l'accès à des services de base de qualité, le renforcement de la crédibilité intérieure et extérieure du pays et la promotion d'une croissance durable, inclusive et résiliente. Le plan stratégique de pays (PSP) (2019-2024) sera aligné sur les trois domaines. L'équipe de pays des Nations Unies a reconnu l'intérêt de l'examen stratégique Faim zéro et prendra en compte ses conclusions lors de l'examen à mi-parcours du PNUAD.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

38. La présence du PAM à Sao Tomé-et-Principe remonte à 1976, soit juste un an après l'indépendance du pays. Au fil des années, les interventions du PAM ont évolué, passant de la fourniture directe d'une assistance alimentaire à des activités d'appui visant à renforcer la capacité du Gouvernement à mettre en œuvre ses propres filets de sécurité axés sur la nutrition, notamment dans le cadre du Programme national d'alimentation et de santé scolaires
39. Le PAM a collaboré avec l'Institut national pour la promotion de l'égalité et l'équité entre les sexes afin que le programme de repas scolaires mis en œuvre soit inclusif et tienne compte de la problématique femmes-hommes, grâce à la promotion, en coordination avec le Programme national d'alimentation et de santé scolaires, de la participation des filles aux activités scolaires⁴⁸ et de l'intégration à parts égales des mères et des pères dans les associations de parents d'élèves. De plus, le PAM mène avec d'autres organismes des Nations Unies des activités visant à combattre les violences sexistes⁴⁹.
40. En concertation avec le Gouvernement, le PAM s'est retiré de l'exécution directe du programme de repas scolaires en 2015 et les pouvoirs publics en ont repris les rênes. En 2016, une évaluation d'opération concernant le projet de développement du PAM 200295, a toutefois fait ressortir que les administrations publiques ne disposaient pas encore des capacités nécessaires pour gérer le programme de repas scolaires d'une manière autonome. Il était recommandé dans le rapport qu'une nouvelle opération du PAM soit formulée dans le but d'améliorer les ressources humaines et les capacités institutionnelles du Gouvernement, de manière à ce qu'il puisse gérer lui-même le Programme national d'alimentation et de santé scolaires durablement⁵⁰.
41. Les recommandations formulées dans l'évaluation de 2016 ainsi que dans la synthèse régionale 2017 d'évaluations d'opérations menées dans la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (2013–2016), réalisées sous la houlette du Bureau de l'évaluation du PAM, corroborent les conclusions de l'examen stratégique Faim zéro⁵¹ et des consultations conduites par le bureau de pays auprès de diverses parties prenantes en 2016, 2017 et 2018. Lors de la formulation du PSP, le bureau de pays a également tenu compte des constatations issues d'une évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités, la jugeant applicable à Sao Tomé-et-Principe. L'ensemble de ces examens, évaluations et consultations ont permis de définir les domaines à améliorer qui sont présentés dans les paragraphes suivants.
42. *Élaboration d'une approche nationale de repas scolaires propre à faire évoluer les relations entre les sexes*: Nonobstant l'approbation d'une loi nationale sur les repas scolaires en 2012 et le lancement du Programme national d'alimentation et de santé scolaires, Sao Tomé-et-Principe ne s'est pas doté d'un document stratégique qui énonce la vision du pays concernant les repas scolaires à court, moyen et long termes, fixe des objectifs réalistes

⁴⁸ Ces activités ont contribué à faire mieux comprendre l'importance de promouvoir les activités scolaires destinées aux garçons et aux filles d'une manière équitable.

⁴⁹ Par exemple, en 2017, le PAM a été le chef de file de la mobilisation des organismes des Nations Unies à l'appui des activités de lutte contre les violences sexistes, organisées par l'Institut national pour la promotion de l'égalité et l'équité entre les sexes.

⁵⁰ PAM. 2015. Évaluation d'opération. Sao Tomé-et-Principe. Projet de développement DEV 2002 95: Transition vers un programme national d'alimentation et de santé scolaires à Sao Tomé-et-Principe: Rapport d'évaluation – version finale, paragraphe 13. Voir <https://docs.wfp.org/api/documents/00eeb77443984c4dbf7d6f5daa7c46e7/download/>.

⁵¹ Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe. 2018. Examen stratégique Faim zéro, avril 2018. (voir <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000070152/download/> (en portugais)).

et définisse les rôles des institutions, parties prenantes et mécanismes de coordination entrant en ligne de compte, notamment le PAM et l'appui que celui-ci apporte. Le Gouvernement a réaffirmé sa détermination à investir dans l'expansion et l'amélioration du Programme national d'alimentation et de santé scolaires.

43. *Renforcement des mécanismes d'achat local dans le cadre du Programme national d'alimentation et de santé scolaires:* Le PAM devrait aider les pouvoirs publics à renforcer les mécanismes d'achat local pour permettre le remplacement progressif des aliments importés par des produits locaux provenant d'exploitations familiales. Cet appui devrait s'inspirer des bonnes pratiques en la matière, fondées sur l'expérience acquise par le PAM dans le cadre des initiatives Achats au service du progrès et Acheter aux Africains pour l'Afrique, qui pourraient être mises en œuvre à titre pilote dans les districts les plus productifs du pays. En conséquence, le budget et les mécanismes de suivi du Programme national d'alimentation et de santé scolaires devraient aussi prendre en compte les achats chez des producteurs locaux, l'accent étant mis sur l'autonomisation économique des petites agricultrices. La mise au point des mécanismes d'achat local devrait être accompagnée d'analyses concernant les aspects suivants: coûts et avantages et inconvénients associés à ce type de mécanisme, problèmes liés à la qualité des aliments, capacités des petits exploitants, risques éventuellement associés aux achats locaux et stratégies permettant de les limiter.
44. *Production d'éléments factuels pour l'amélioration de la conception et de la mise en œuvre du Programme national d'alimentation et de santé scolaires:* Le PAM devrait aider les pouvoirs publics à réaliser des études sur les modalités en vigueur du programme de repas scolaires et une analyse coûts-avantages différenciée par sexe, et épauler la conception d'un assortiment alimentaire plus adapté ainsi que la révision du budget en fonction du nombre d'élèves.
45. *Renforcement des partenariats et de la coordination multisectorielle:* Le PAM renforcera les partenariats stratégiques avec les acteurs gouvernementaux, notamment les ministères de l'éducation, de la santé, et de l'agriculture et l'Institut national pour la promotion de l'égalité et l'équité entre les sexes, les autres partenaires du développement international, en particulier la FAO et la Banque africaine de développement, et les parties prenantes de la société civile, afin d'améliorer la coordination entre les différents secteurs.
46. *Renforcement de la coopération Sud-Sud:* La mise en commun des données d'expérience avec d'autres pays en développement a constitué un outil permettant d'améliorer le programme de repas scolaires à Sao Tomé-et-Principe. Grâce à la collaboration avec l'Agence brésilienne de coopération, le pays a pu mettre en place un environnement institutionnel et juridique qui a facilité le transfert de la responsabilité de la gestion du programme de repas scolaires aux pouvoirs publics, et les discussions avec le Gouvernement de Cabo Verde ont fourni des éclairages sur certains domaines qui nécessitent un soutien technique supplémentaire de la part des partenaires du développement, notamment les systèmes de suivi et évaluation⁵².
47. *Amélioration de la mobilisation des ressources:* Le PAM devrait aussi aider le Gouvernement à mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources en faveur du Programme national d'alimentation et de santé scolaires, avec notamment la création d'une ligne budgétaire distincte dans le budget national et la mobilisation de donateurs bilatéraux et multilatéraux et du secteur privé. Le Siège du PAM et le bureau régional de Dakar devraient participer plus activement à la mobilisation des ressources destinées aux activités de

⁵² Ministère de l'éducation, de la culture, des sciences et de la communication. 2017. Programme national d'alimentation et de santé scolaires. 2017. Rapport de mission: échange d'informations entre Sao Tomé-et-Principe et Cabo Verde concernant l'alimentation scolaire (*Relatório da missão de intercâmbio de conhecimento no contexto de Alimentação Escolar entre Sao Tome e Príncipe e Cabo Verde*), p. 6 (non disponible en ligne).

renforcement des capacités menées par le PAM à Sao Tomé-et-Principe, car l'isolement du pays et le petit nombre des donateurs qui y sont présents limitent les possibilités.

48. *Amélioration des systèmes de gestion de l'information relatifs au ciblage et au suivi:* Le PAM devrait travailler avec les pouvoirs publics à l'amélioration des systèmes de gestion de l'information relatifs au ciblage et au suivi, notamment en vue d'assurer la disponibilité de données ventilées par sexe et par âge sur la sécurité alimentaire et la nutrition et de données sur les prix des aliments, et leur fiabilité, et de veiller à la coordination des bases de données employées pour le ciblage dans le cadre des différents filets de sécurité, comme le Programme national d'alimentation et de santé scolaires et la nouvelle initiative de transfert monétaire du Gouvernement⁵³.

2.2 Potentialités pour le PAM

49. Ces enseignements et les conclusions de l'examen stratégique Faim zéro et des consultations menées par la suite auprès des pouvoirs publics et des partenaires ont permis au PAM de dégager un certain nombre de possibilités d'intervention, une attention particulière étant accordée à la promotion de l'égalité des sexes en tant qu'élément transversal.
50. *Repas scolaires:* Le PAM est bien positionné s'agissant de continuer à intervenir comme l'un des partenaires privilégiés du Gouvernement dans le cadre de l'engagement de celui-ci à consolider et à améliorer le programme national de repas scolaires, et notamment s'agissant d'assurer le renforcement des capacités et d'appuyer les échanges de connaissances. Ses activités porteront sur le renforcement du cadre politique et stratégique, la promotion de mécanismes de financement durable, l'amélioration des modalités ainsi que des dispositifs de mise en œuvre, l'examen de l'éducation nutritionnelle dans les écoles, l'appui à une analyse coûts-avantages et l'adoption dans tous les volets du programme de repas scolaires d'une approche qui soit de nature à faire évoluer les relations entre les sexes et qui soit durable sur les plans environnemental et social. Le PAM est également bien placé s'agissant d'appuyer un nouveau cycle d'évaluations fondées sur l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (et aussi s'agissant de fournir des contributions et des avis lors des évaluations conduites par les pouvoirs publics concernant l'alimentation scolaire et toute autre question intéressant la sécurité alimentaire et la nutrition) et de réaliser des analyses sur la façon d'optimiser la participation inclusive des communautés, en accord avec les résultats des consultations menées auprès des pouvoirs publics (en particulier des représentants du Programme national d'alimentation et de santé scolaires et du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle) et de membres des communautés (en particulier des représentants d'associations de parents d'élèves et d'associations paysannes). Les activités feront fond sur les initiatives menées actuellement en collaboration avec l'Agence brésilienne de coopération et le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim établi au Brésil.
51. *Nutrition:* Le PAM a la possibilité de soutenir les initiatives nationales relatives à la nutrition en sensibilisant aux problèmes nutritionnels notamment les adolescents, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les agents des services de santé, les enseignants, et les dirigeants communautaires de sexe masculin, afin de promouvoir l'acceptation et la consommation des produits locaux, d'améliorer les pratiques nutritionnelles et de réduire les carences en micronutriments, y compris au moyen d'une stratégie de communication

⁵³ Programme en faveur des mères dans le besoin (*mães carentiadas*) qui est mis en œuvre par le Ministère chargé de la protection sociale et est appuyé par la Banque mondiale.

visant à faire évoluer les comportements sociaux et surtout les relations entre les femmes et les hommes⁵⁴.

52. *Capacités des petits exploitants*: Le PAM peut aider les pouvoirs publics à renforcer les capacités des associations paysannes et des communautés de petits exploitants, en veillant à la participation des femmes et des hommes sur un pied d'égalité, aux fins de l'amélioration des chaînes de valeur alimentaires locales, en mettant plus particulièrement l'accent sur l'entreposage, la conservation et l'accès au marché. Ces activités seront conduites en lien avec les initiatives actuellement mises en œuvre avec la Chine (coopération technique avec le Gouvernement dans le secteur de l'agriculture), la FAO (conformément à son cadre de programmation de pays pour 2018–2022 récemment mis en place) et des organisations non gouvernementales (ONG) internationales (par exemple, Alisei), et tireront parti de l'expérience acquise par le PAM dans le cadre des initiatives Achats au service du progrès et Acheter aux Africains pour l'Afrique.
53. *Coordination intersectorielle dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition*: Le PAM est bien positionné s'agissant d'aider le Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à promouvoir une coordination efficace, inclusive et équitable de l'ensemble des parties prenantes aux fins de la réalisation de l'ODD 2, conformément à ce que souligne la recommandation 24.2 de l'examen stratégique Faim zéro et à ce qui ressort des consultations menées auprès des pouvoirs publics. À cet effet, il faut notamment que des initiatives propres à faire évoluer les relations entre les sexes soient intégrées dans les programmes en cours concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment le Programme national d'alimentation et de santé scolaires, et que le PAM recommande l'entrée de l'Institut national pour la promotion de l'égalité et l'équité entre les sexes au Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en qualité de membre.
54. En décembre 2017, des membres de la Direction chargée du Programme national d'alimentation et de santé scolaires et des fonctionnaires de différents ministères ont participé à une visite d'étude conjointe, dont l'organisation a été appuyée par le PAM, à Cabo Verde, un autre pays insulaire lusophone, où le Gouvernement est parvenu à prendre en charge intégralement son programme national de repas scolaires. Sur la base des enseignements tirés de la visite, les membres de la mission ont formulé des recommandations pour l'amélioration du Programme national d'alimentation et de santé scolaires, à savoir: renforcer le dispositif institutionnel du programme; établir un mécanisme de financement solide, régulier et durable pour l'alimentation scolaire; et mettre en place des systèmes de suivi des activités de repas scolaires⁵⁵. Les enseignements tirés ont été présentés aux 22 membres du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et aux partenaires du développement en juillet 2018.
55. Le Gouvernement a demandé au PAM d'assurer une présence dans le pays et a approuvé la note conceptuelle du PSP. Il s'est également engagé à fournir une contribution d'un million de dollars sur cinq ans en faveur de l'activité 1.

2.3 Réorientations stratégiques

56. Le PAM exploitera la dynamique suscitée par le processus inclusif de l'examen stratégique Faim zéro et fera fond sur son expérience et ses avantages comparatifs pour jouer un rôle essentiel à Sao Tomé-et-Principe en tant que conseiller, rassembleur et catalyseur épaulant

⁵⁴ Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe. 2018. Examen stratégique Faim zéro, Avril 2018. Voir <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000070152/download> (en portugais).

⁵⁵ Programme national d'alimentation et de santé scolaires du Ministère de l'éducation, de la culture, des sciences et de la communication de Sao Tomé-et-Principe. 2017. Rapport de mission: échange d'informations entre Sao Tomé-et-Principe et Cabo Verde concernant l'alimentation scolaire (*Relatório da missão de intercâmbio de conhecimento no contexto de Alimentação Escolar entre Sao Tome a Príncipe e Cabo Verde*), page 6 (non disponible en ligne).

le Gouvernement aux fins de la réalisation des objectifs déterminés dans le Programme de transformation à l'horizon 2030 et l'examen stratégique Faim zéro. Pendant la mise en œuvre du PSP, le PAM aidera les pouvoirs publics et les parties prenantes nationales à concevoir et à mettre en œuvre une initiative de repas scolaires utilisant la production locale, qui soit de nature à faire évoluer les relations entre les sexes, et s'appuiera à cet effet sur diverses approches, notamment: Achats au service du progrès, appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants, Acheter aux Africains pour l'Afrique et systèmes alimentaires. Le bureau de pays jouera le rôle d'interface pour la coopération Sud-Sud, en mettant en rapport les parties prenantes nationales avec les centres d'excellence du PAM établis au Brésil, en Chine et en Côte d'Ivoire, à l'appui de la mise en œuvre des programmes nationaux relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

57. Le PAM améliorera la coordination et la collaboration inclusives de l'ensemble des parties prenantes, notamment l'administration publique aux niveaux central et de district, les communautés, les partenaires du développement, les ONG et les organisations communautaires, en vue d'optimiser les résultats et l'impact du PSP.
58. Le PAM aidera les pouvoirs publics à adopter une approche intégrée propre à faire évoluer les relations entre les sexes pour promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition, qui garantisse une répartition équitable des avantages découlant des activités entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Cette approche contribuera également à la réussite de l'initiative de repas scolaires utilisant la production locale et à l'amélioration des filières alimentaires locales.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

59. En accord avec les priorités nationales et les constatations et recommandations issues des consultations, le PSP contribuera à renforcer la capacité du pays à gérer un programme national de repas scolaires qui soit durable et de nature à faire évoluer les relations entre les sexes. Le PSP visera à consolider les liens entre la sécurité alimentaire, la nutrition, l'agriculture paysanne et l'éducation. En s'attaquant aux problèmes liés à la faim (ODD 2), au moyen de plateformes multisectorielles et d'une meilleure coordination (ODD 17), les activités du PAM aideront Sao Tomé-et-Principe à progresser également au regard d'un certain nombre d'autres ODD, à savoir, l'ODD 1 (pas de pauvreté), l'ODD 3 (bonne santé), l'ODD 4 (éducation de qualité) et l'ODD 5 (égalité des sexes et autonomisation des femmes).
60. L'offre de repas scolaires restera le point d'entrée principal du PAM et le domaine prioritaire des actions de renforcement des capacités (activité 1). Conformément aux engagements du Gouvernement en la matière et aux différentes recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro concernant l'intervention du PAM, celui-ci travaillera aux côtés des pouvoirs publics afin de renforcer leur capacité à mettre en œuvre le Programme national d'alimentation et de santé scolaires, notamment au moyen de l'élaboration de cadres juridiques et politiques, de l'adoption d'approches propres à faire évoluer les relations entre les sexes et de la mise en place d'un dispositif de financement durable, en vue de permettre au Gouvernement de concrétiser sa vision concernant la conduite autonome d'un programme national de repas scolaires d'ici à 2030. Le PAM soulignera que, pour permettre l'achat de produits alimentaires chez les petits exploitants dans le cadre du Programme national d'alimentation et de santé scolaires, il est indispensable de budgétiser et d'allouer des ressources à cet effet en temps voulu.
61. À l'heure actuelle, le Programme national d'alimentation et de santé scolaires concerne 46 766 écoliers d'écoles primaires et de maternelles, soit plus d'un quart de la population du pays. Compte tenu de l'ampleur du programme, la demande de produits alimentaires locaux générée par les repas scolaires pourrait avoir un effet notable sur les chaînes de

valeur alimentaires et l'accès des petits exploitants au marché. Dans le cadre de l'initiative de repas scolaires utilisant la production locale, qui relève de l'activité 2, le PAM épaulera la mise en place d'un mécanisme d'achat local géré par les pouvoirs publics et fournira à ces derniers une assistance technique et un appui à la coordination en vue de renforcer les capacités des associations paysannes et des communautés de petits exploitants, de sorte à améliorer les chaînes de valeur alimentaires locales et à promouvoir les marchés agricoles au profit des petits agriculteurs. L'accent sera placé sur le renforcement des capacités en matière de transformation, d'entreposage et de conservation des denrées alimentaires produites localement, en coordination avec les initiatives d'autres partenaires du développement, une attention particulière étant accordée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des petites agricultrices et de leurs associations.

62. Dans le cadre des deux activités du PSP, le PAM s'appuiera sur les instruments, les plateformes et les mécanismes de coordination du programme national de nutrition pour promouvoir l'adoption d'approches à dimension nutritionnelle. En particulier, il tirera parti de l'ampleur du Programme national d'alimentation et de santé scolaires et de la participation des petits exploitants comme points d'entrée de la lutte contre la malnutrition, il aidera les pouvoirs publics à intégrer l'éducation nutritionnelle dans le Programme national d'alimentation et de santé scolaires et il mettra en œuvre des stratégies de communication visant à faire évoluer les comportements sociaux, et surtout les relations entre les femmes et les hommes, pour stimuler la production et l'emploi d'aliments nutritifs locaux.
63. Le PAM aidera les pouvoirs publics à veiller à ce que la conception et la mise en œuvre de leurs activités contribuent à transformer les relations entre les femmes et les hommes et répondent aux besoins particuliers des personnes âgées, des personnes handicapées et des personnes vivant avec VIH.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2030, le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe dispose de capacités renforcées pour conduire un programme de repas scolaires utilisant la production locale, qui soit durable sur les plans environnemental et social, propre à faire évoluer les relations entre les sexes et favorable aux petits exploitants, ainsi que pour mettre en œuvre les politiques et programmes connexes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition à l'échelle du pays

64. Cet effet direct stratégique vise à renforcer la capacité du pays – c'est-à-dire celle des différents ministères concernés, du Programme national d'alimentation et de santé scolaires, du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du programme national de nutrition et des autres institutions nationales pertinentes⁵⁶ – à mettre en œuvre un programme national durable de repas scolaires et les politiques et programmes connexes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, en recourant à l'approche des repas scolaires utilisant la production locale pour dynamiser les filières alimentaires nationales et favoriser l'accès équitable des petits exploitants, femmes et hommes, au marché.
65. Le PSP tient compte des recommandations issues de l'évaluation d'opération de 2016 et de la synthèse régionale d'évaluations pour la période 2013–2016, ainsi que de l'examen stratégique Faim zéro et des consultations menées auprès de diverses parties prenantes, et vise à ce que le PAM demeure le partenaire stratégique du Gouvernement s'agissant de mettre en œuvre les plans nationaux de développement et d'éradiquer la faim d'ici à 2030.

⁵⁶ Notamment l'Institut national pour la promotion de l'égalité et l'équité entre les sexes.

Domaine d'action privilégié

66. L'effet direct stratégique 1 est centré sur les causes profondes.

Produits escomptés

67. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique:

- Les enfants des écoles primaires (niveau 3) tirent profit d'un dispositif national amélioré de repas scolaires utilisant la production locale, qui facilite leur accès à des aliments nutritifs (résultats stratégiques 1 et 2), améliore la santé (ODD 3) et rend l'éducation plus fructueuse (ODD 4).
- La population de Sao Tomé-et-Principe (niveau 3) tire profit d'un soutien aux marchés agricoles au bénéfice des petits exploitants et de filières alimentaires locales, bien coordonnés et équitables, qui appuient l'initiative de repas scolaires utilisant la production locale et contribuent à renforcer la sécurité alimentaire globale (résultat stratégique 1).
- La population de Sao Tomé-et-Principe (niveau 3) tire profit de la capacité nationale renforcée à mettre en œuvre des programmes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et surtout les relations entre les femmes et les hommes, concernant les pratiques nutritionnelles qui permettent d'améliorer l'état nutritionnel (résultat stratégique 2).
- Les populations en situation d'insécurité alimentaire (niveau 3) tirent profit de la capacité renforcée du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à coordonner des politiques et des programmes équitables et inclusifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, pour améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle (résultats stratégiques 1 et 2).

Activités essentielles

Activité 1: Assurer le renforcement des capacités des pouvoirs publics (notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud) pour la conception, la gestion et la coordination d'un programme de repas scolaires utilisant la production locale, qui soit durable sur les plans environnemental et social, propre à faire évoluer les relations entre les sexes et à dimension nutritionnelle, et des politiques et programmes connexes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

68. Le PAM travaillera aux côtés des pouvoirs publics pour renforcer leur capacité à examiner et à améliorer la stratégie à adopter en matière d'offre de repas scolaires, ainsi que l'efficacité, l'équité et l'efficacité du Programme national d'alimentation et de santé scolaires, notamment en mettant au point des instruments juridiques, en élaborant une stratégie de mobilisation des ressources, en établissant un système de suivi et d'évaluation tenant compte des spécificités de chaque sexe, et en concevant des programmes. Cette assistance technique portera sur les aspects institutionnel, financier, organisationnel, juridique et opérationnel et elle contribuera à renforcer les capacités à différents niveaux de l'administration publique (centrale et décentralisée) et au niveau des communautés et améliorera l'aptitude à mettre en œuvre une initiative de repas scolaires utilisant la production locale. Toutes les activités seront conformes aux principes environnementaux et sociaux habituels du PAM.
69. Le PAM aidera également les pouvoirs publics à améliorer l'efficacité et l'efficacité des plateformes de coordination intersectorielle pour promouvoir les activités de repas scolaires utilisant la production locale. Chacun des ministères concernés (agriculture, santé, finances et éducation) devra définir son rôle dans le dispositif du Programme national d'alimentation et de santé scolaires et sa contribution budgétaire.

70. Conformément aux recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro, le PAM emploiera également les activités d'appui aux repas scolaires utilisant la production locale comme points d'entrée du renforcement des initiatives nationales de nutrition, en s'employant à sensibiliser la population à la question de la nutrition (en particulier les adolescents, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les agents des services de santé, les enseignants et les dirigeants communautaires de sexe masculin) afin de promouvoir la consommation et l'acceptation des produits locaux, d'améliorer les pratiques nutritionnelles et de réduire les carences en micronutriments, notamment au moyen de la mise en œuvre d'une stratégie de communication visant à faire évoluer les comportements sociaux et surtout les relations entre les femmes et les hommes. Dans le cadre du Programme national d'alimentation et de santé scolaires et du programme national de nutrition, le PAM aidera les pouvoirs publics à encourager l'emploi de produits nutritifs locaux frais et transformés dans les menus scolaires, à la place de certains produits importés, pour améliorer l'état nutritionnel et les capacités d'apprentissage des écoliers. Le PAM participera aussi, en partenariat avec d'autres parties prenantes, à des campagnes de sensibilisation soulignant à l'intention des filles et des femmes enceintes et allaitantes l'importance de se rendre aux consultations prénatales et de consommer des aliments riches en fer.
71. La question de l'égalité des sexes sera intégrée dans l'ensemble des activités de renforcement des capacités, qui seront financées par le Gouvernement et mises en œuvre en partenariat avec les ministères de l'éducation, de la santé (dans le cadre du programme national de nutrition), et de l'agriculture et du développement rural, d'autres institutions des Nations Unies, en particulier l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), des ONG, et les organisations de la société civile attachées à faire évoluer les relations entre les sexes et compétentes en la matière.

Activité 2: Assurer le renforcement des capacités des pouvoirs publics et appuyer leur coordination, afin qu'ils soient en mesure d'encourager la mise en place de chaînes de valeur alimentaires locales durables et équitables et de stimuler les marchés agricoles au profit des petits exploitants

72. Le PAM renforcera la capacité du Gouvernement à appuyer et à coordonner les acteurs du côté de la demande (en particulier le Programme national d'alimentation et de santé scolaires) grâce à l'établissement d'un cadre juridique. En outre, le PAM fournira des avis techniques à l'intention des pouvoirs publics concernant la conception d'un système d'achat inclusif, équitable et favorable aux petits exploitants. Le PAM aidera les pouvoirs publics à évaluer la façon dont les prix sont fixés et dont les coûts peuvent être contenus par les moyens suivants: établissement d'un volume garanti, prévisible et stable de la demande de produits issus de l'agriculture paysanne; recours à des contrats garantissant une négociation juste et ouverte entre les agriculteurs et les acheteurs sur la base de sources d'information agréées sur les prix; amélioration de l'aptitude des pouvoirs publics à appuyer la prestation de services liés à la chaîne d'approvisionnement, notamment formations, accès aux intrants, accès au crédit et information sur les marchés; et recherche de partenariats propres à améliorer les mécanismes de paiement.
73. Au titre de cette activité, le PAM appuiera la mise en place et le développement d'une filière d'aliments nutritifs, englobant l'étape de transformation des aliments, et fournira une assistance technique aux pouvoirs publics en veillant à la coordination avec les activités menées par des partenaires à l'appui de la production vivrière. Dans le cadre d'un programme conjoint avec la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA), le PAM aidera le Ministère de l'agriculture à organiser la production d'aliments nutritifs et à promouvoir une filière horticole équitable, et il fera également équipe avec le Programme des Nations Unies pour le développement sur la question du changement climatique. Le PAM formulera des avis à l'intention des pouvoirs publics concernant l'agrandissement des unités de transformation des aliments, en vue de faire progresser la consommation des aliments transformés localement, et organisera avec les pouvoirs publics et d'autres

partenaires du développement des campagnes de sensibilisation sur ce thème et des démonstrations publiques de nouveaux produits. Des sessions de formation et des ateliers ciblant certaines catégories de population aideront les pouvoirs publics à obtenir de meilleurs résultats. À tous les égards, l'activité 2 sera conforme aux dispositions de la politique environnementale du PAM de 2017.

74. L'agriculture a toujours mobilisé davantage les hommes que les femmes, qu'il s'agisse de la production de cultures de rente ou des activités agricoles de subsistance. Le PAM travaillera aux côtés des pouvoirs publics pour renforcer leur capacité à mettre en place des mesures d'incitation en faveur de l'inclusion des femmes dans ce secteur et à favoriser un accès équitable au marché au moyen de campagnes de sensibilisation et de la mise en commun des données d'expérience dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

75. Le Gouvernement élaborera, avec l'appui du PAM et d'autres partenaires du développement, une stratégie de transition par étapes, fixant les objectifs intermédiaires des activités de renforcement des capacités pour la période de cinq ans couverte par le PSP. Cette stratégie sera harmonisée avec la feuille de route issue de l'examen stratégique Faim zéro et la vision du Gouvernement concernant la conduite autonome d'un programme national de repas scolaires d'ici à 2024. Le PAM ajustera sa stratégie de retrait pour l'après-2024 en se fondant sur les éléments factuels recueillis pendant la mise en œuvre du PSP lors d'évaluations des capacités nationales de gestion du Programme national d'alimentation et de santé scolaires (notamment pour ce qui est de l'intégration d'approches propres à faire évoluer les relations entre les sexes dans le cadre de l'initiative de repas scolaires utilisant la production locale, et des progrès enregistrés en matière d'égalité des sexes).

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

76. Comme pour le PSP provisoire de transition, aucun bénéficiaire ne sera directement atteint par les interventions du PAM relevant du présent PSP. Dans la mesure où les activités du PAM sont centrées sur le renforcement de la capacité du pays à conduire une initiative de repas scolaires utilisant la production locale et à appuyer les petits producteurs, les bénéficiaires de cette initiative et de cet appui seront atteints indirectement.
77. Au titre de l'activité 1, il est estimé que, chaque année, 47 000 filles et garçons⁵⁷ de 3 à 12 ans scolarisés dans les écoles primaires et les maternelles tireront profit indirectement de l'appui fourni par le PAM en faveur du renforcement de la capacité des pouvoirs publics à fournir efficacement des repas nutritifs utilisant la production locale dans le cadre du Programme national d'alimentation et de santé scolaires, en vue d'améliorer l'état nutritionnel et la santé des écoliers et, partant, leurs résultats scolaires.
78. L'initiative de repas scolaires utilisant la production locale contribuera à améliorer l'accès des petits exploitants au marché, leur permettant ainsi d'accroître leurs revenus grâce à la fourniture de produits locaux nutritifs destinés au Programme national d'alimentation et de santé scolaires. En sa qualité de conseiller, rassembleur et catalyseur, le PAM fournira un appui aux pouvoirs publics et aux autres partenaires associés à l'activité 2, afin qu'ils soient en mesure de coordonner des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition propres à faire évoluer les relations entre les sexes, de promouvoir un accès équitable au marché

⁵⁷ Il s'agit d'une estimation arrondie du nombre de bénéficiaires indirects (moyenne annuelle), fondée sur le nombre d'enfants ayant bénéficié du programme national de repas scolaires en 2018 indiqué par le Ministère de l'éducation (46 766 enfants, dont 22 928 filles et 23 838 garçons).

pour quelque 9 000 petits producteurs vivriers⁵⁸ et de développer durablement les chaînes de valeurs alimentaires locales à plus grande échelle, tout en s'attaquant aux inégalités structurelles et socioculturelles entre les femmes et les hommes.

79. Les activités menées par le PAM pour renforcer l'aptitude des institutions publiques à dynamiser des chaînes de valeur alimentaires locales durables profiteront indirectement aux écoliers, aux petits exploitants, aux principales parties prenantes de la chaîne de valeur alimentaire (détaillants, agents du secteur de la transformation, gestionnaires d'entrepôts, agents de la vulgarisation agricole, associations paysannes, coopératives et communautés de consommateurs) et à la population de Sao Tomé-et-Principe dans son ensemble (femmes, hommes, filles et garçons équitablement).

4.2 Transferts

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

80. Au titre du PSP, le PAM investira dans le renforcement des capacités à différents niveaux de l'administration publique, en mettant plus particulièrement l'accent sur la question de l'égalité des sexes:
- *Renforcement des capacités au niveau national:* le PAM assurera une assistance technique à l'intention des différents ministères concernant divers aspects, notamment les cadres juridiques et institutionnels, la coordination, la mobilisation de ressources, les capacités d'évaluation, la conception de programmes propres à faire évoluer les relations entre les sexes, et les ressources humaines.
 - *Renforcement des capacités au niveau du district:* le PAM appuiera la mise en œuvre du programme au niveau du district, en améliorant les capacités de suivi et d'élaboration de rapports avec prise en compte de la problématique femmes-hommes et les modalités de coordination, ainsi que la gestion financière, l'égalité des sexes, la gestion des dossiers, la nutrition, l'hygiène et l'assainissement.
 - *Renforcement des capacités au niveau communautaire:* le PAM fournira dans le cadre du Programme national d'alimentation et de santé scolaires un appui visant à promouvoir la participation équitable et inclusive des communautés locales et des aidants à la gestion du programme.
81. De plus, le PAM intensifiera et améliorera les partenariats Sud-Sud en vue de renforcer les capacités au sein du Programme national d'alimentation et de santé scolaires et du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et privilégiera à cet effet la collaboration avec le Brésil, Cabo Verde et d'autres pays lusophones par l'intermédiaire de la Communauté des pays de langue portugaise et des centres d'excellence établis au Brésil, en Côte d'Ivoire et en Chine.
82. Cette coopération Sud-Sud revêtra une importance essentielle pour le PAM à qui elle permettra de faire fond sur l'expérience d'autres pays lusophones pour améliorer la capacité des pouvoirs publics à coordonner et à mettre en œuvre des programmes et des politiques d'une manière efficace et propre à faire évoluer les relations entre les sexes, et pour formuler une approche commune de l'initiative de repas scolaires utilisant la production locale⁵⁹.

⁵⁸ Il s'agit d'une estimation arrondie du nombre de bénéficiaires indirects (moyenne annuelle), fondée sur les estimations du nombre total de petits exploitants dans le pays (approximativement 8 955, dont 30 pour cent de femmes et 70 pour cent d'hommes) établies par le Ministère de l'agriculture et la FAO. L'appui fourni par le PAM vise à réduire les inégalités entre les sexes dans le secteur agricole.

⁵⁹ À titre d'exemple de coopération Sud-Sud lancée et parrainée par le PAM, une équipe de cinq Santoméens représentant le Ministère de l'éducation, le Programme national d'alimentation et de santé scolaires et le Conseil national de la sécurité

4.3 Chaîne d'approvisionnement

83. À l'heure actuelle, les moyens logistiques et les capacités de distribution dont dispose le Programme national d'alimentation et de santé scolaires sont limités. Le PAM assurera le renforcement régulier des capacités du programme, des comités scolaires et des écoles concernant la gestion de la chaîne d'approvisionnement, notamment l'élargissement éventuel de l'assortiment alimentaire pour y intégrer des aliments et des produits de la mer frais. Il faut aussi prévoir de fournir un appui au programme, pour la conduite d'une analyse coûts-avantages et pour l'amélioration des modalités, de la conception et de la mise en œuvre du modèle de repas scolaires utilisant la production locale. Le PAM épaulera le renforcement des mécanismes et des processus d'achat local en tirant parti de l'expérience qu'il a acquise avec les initiatives Achats au service du progrès et Acheter aux Africains pour l'Afrique.
84. Dans le contexte de la chaîne d'approvisionnement, les difficultés limitant l'accès des petits exploitants au marché sont le manque d'informations, les capacités insuffisantes qui ne permettent pas de satisfaire aux exigences du processus d'appel d'offres traditionnel et la faiblesse des moyens d'approvisionnement, d'entreposage et de transport, conjugués aux inégalités structurelles et socioculturelles entre les sexes. Le PAM aidera les pouvoirs publics et leurs partenaires à coordonner des initiatives de renforcement des capacités dans ce domaine, en mettant l'accent sur l'entreposage, la conservation et la transformation des aliments ainsi que sur la gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire des denrées.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

85. Le PAM a un rôle important à jouer à Sao Tomé-et-Principe en tant que partenaire aidant le Gouvernement à élaborer une nouvelle stratégie d'offre de repas scolaires, qui soit de nature à faire évoluer les relations entre les sexes, comme décrit précédemment. À cet effet, une équipe relativement modeste d'agents qualifiés recrutés sur le plan national sera suffisante, comme c'est déjà le cas dans d'autres bureaux d'organismes des Nations Unies installés à Sao Tomé-et-Principe, notamment la FAO, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains. Cette petite équipe s'acquittera des tâches administratives, assurera les contacts avec les partenaires et gèrera les consultants chargés de fournir un appui technique. Elle recevra un soutien technique de la part du bureau régional et du Siège du PAM, en particulier pendant les premières années du PSP, de manière à ce que la mise en œuvre soit dynamique et réponde aux besoins et aux exigences du Gouvernement et des partenaires du PAM.
86. L'assistance technique peut être assurée directement au sein des bureaux des homologues gouvernementaux, par exemple au moyen du détachement de membres du personnel du PAM dans les ministères. Dans le cadre de la préparation de la mise en œuvre du PSP, le bureau de pays prévoit actuellement de mener un examen des effectifs pour déterminer les compétences et les profils nécessaires⁶⁰ et il concevra une nouvelle structure du bureau en conséquence. La possibilité de mettre en commun des locaux et des services administratifs avec d'autres organisations sera étudiée, d'autant plus qu'elle s'appuie sur une solidarité interorganisations et une structure "Unis dans l'action" déjà solidement établies à Sao Tomé-et-Principe, où toutes les organisations, à l'exception de la FAO, sont hébergées dans le même bâtiment et partagent les coûts d'entretien et les frais généraux.

alimentaire et nutritionnelle, s'est rendue en mission à Cabo Verde du 17 au 23 décembre 2017 pour tirer des enseignements de l'expérience de Cabo Verde relative à l'offre de repas scolaires utilisant la production locale.

⁶⁰ L'évaluation des compétences et du profil des effectifs portera également sur les compétences liés aux engagements institutionnels transversaux, tels que l'égalité des sexes, ainsi que la parité des sexes conformément à la stratégie visant la réalisation des objectifs durables et au plan d'action du PAM concernant la problématique femmes-hommes.

4.5 Partenariats

87. L'obtention de l'effet direct stratégique du PSP est ancrée sur des partenariats solides entre les différentes parties prenantes et la société civile. Dans le contexte de la mise en œuvre du PSP, les principaux homologues gouvernementaux du PAM sont les ministères de l'éducation, de la santé, et de l'agriculture et du développement rural. Collectivement et individuellement, ces ministères profiteront de l'assistance fournie par le PAM pour renforcer leurs capacités dans les divers domaines liés à la réussite du programme de repas scolaires utilisant la production locale. En lien avec la FAO et le FIDA, la Chine, le Brésil et des ONG comme Helpo, Quatela et Alisei, le PAM aidera le Ministère de l'agriculture à organiser la filière alimentaire et à s'attaquer aux difficultés et aux lacunes recensées dans le PSP.
88. En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, notamment la FAO, le FIDA, l'UNICEF et l'OMS, le PAM appuiera par l'intermédiaire du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle la coordination efficace au niveau national des activités de sécurité alimentaire et de nutrition, en tirant parti du principe "Unis dans l'action" pour mobiliser des fonds destinés à la mise en œuvre de ces activités.
89. Les partenariats avec l'Institut national pour la promotion de l'égalité et l'équité entre les sexes, les ONG et les organisations de la société civile seront essentiels s'agissant de mener des campagnes de sensibilisation soulignant qu'il est important que les femmes et les hommes se partagent les rôles et les responsabilités et accèdent aux ressources d'une manière équitable dans le secteur agricole et accèdent aussi au marché sur un pied d'égalité. Ces partenariats constitueront des éléments clés de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un programme de repas scolaires utilisant la production locale, qui soit de nature à faire évoluer les relations entre les sexes et prévoie l'emploi de produits locaux frais dans les repas. Les organisations partenaires associées à ces activités seront notamment MARAPA⁶¹, Quatela, Alisei, Helpo et Zatona.
90. Le PAM s'attaquera au problème posé par la fragmentation entre les partenaires et appuiera la mise en œuvre d'un programme intégré, inclusif et multipartite de repas scolaires utilisant la production locale, dont l'approche catalysera la cohésion des partenaires. Compte tenu du nombre relativement faible de partenaires présents dans le pays, il est possible d'améliorer la coordination entre le PAM, les pouvoirs publics, les organismes des Nations Unies, les ONG et les donateurs et de promouvoir les approches intégrées.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

91. Le système de suivi et d'évaluation des résultats du PSP sera harmonisé avec le Cadre de résultats institutionnels du PAM pour 2017–2021 et ses révisions ultérieures, ainsi qu'avec les initiatives nationales relatives au suivi des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD.
92. Des plans de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes seront établis. Ils décriront précisément les systèmes et processus à mettre en place pour assurer un bon suivi des résultats, qui permette de satisfaire à l'obligation redditionnelle et d'éclairer les prises de décisions. Le suivi des résultats du PSP par groupe d'âge constituera une autre priorité du PAM.
93. Les indicateurs, notamment ceux qui ont trait à l'égalité des sexes, seront communiqués dans le rapport annuel par pays. Les systèmes de mesure de la performance seront affinés dans le souci d'améliorer l'évaluabilité. Compte tenu de l'importance du portefeuille

⁶¹ MARAPA (*Mar Ambiente e Pesca Artesanal*) est une ONG nationale travaillant sur les questions intéressant la mer, l'environnement et la pêche artisanale.

d'activités de renforcement des capacités, le bureau de pays ne se limitera pas aux indicateurs figurant dans le Cadre de résultats institutionnel et élaborera des indicateurs propres aux pays, en faisant appel à des experts en matière de suivi des activités de renforcement des capacités, concernant les domaines suivants: programme de repas scolaires utilisant la production locale, appui en faveur des petits exploitants, égalité des sexes et nutrition. Le PAM et l'équipe des Nations Unies chargée du suivi et évaluation aideront les pouvoirs publics à suivre les indicateurs nationaux liés aux ODD, au moyen d'un appui régulier.

94. Le PAM renforcera les capacités de suivi et d'établissement de rapports dans le cadre du Programme national d'alimentation et de santé scolaires, notamment en plaidant pour l'allocation de ressources financières suffisantes et pour la fourniture du matériel et de l'équipement requis, afin que les techniciens du Ministère de l'éducation et ceux du programme aient les moyens de mettre en œuvre le programme au niveau du district, et en particulier de suivre les activités des associations paysannes et la gestion des repas scolaires et d'en rendre compte au niveau national.
95. Le comité gouvernemental de pilotage du Programme national d'alimentation et de santé scolaires (composé de représentants de divers ministères et institutions publiques nationales) devra être rétabli pour assurer le suivi des activités du programme, notamment celles qui promeuvent l'égalité des sexes, en collaboration avec le Ministère de l'éducation.
96. Le plan d'examen et d'évaluation du PSP établi par le bureau de pays comprendra les éléments suivants:
 - une analyse fondée sur l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation en 2021;
 - une évaluation décentralisée de l'activité d'appui aux petits exploitants en 2021, qui sera conduite par le bureau de pays et réalisée conjointement avec les pouvoirs publics et portera sur l'état d'avancement de l'activité 2, notamment en ce qui concerne l'intégration de la question de l'égalité des sexes;
 - un examen inclusif à mi-parcours en 2022; et
 - une évaluation du PSP en 2022-2023, dirigée par le Bureau de l'évaluation du PAM. Cette évaluation permettra de satisfaire à l'obligation de rendre des comptes concernant la performance et les résultats de l'ensemble du portefeuille de pays du PAM et éclairera la direction sur les futures stratégies et programmes.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

97. *Financement insuffisant*: La lassitude des donateurs et leur présence limitée dans le pays, ainsi que le fait que Sao Tomé-et-Principe soit passé de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pourraient se traduire par un financement insuffisant du PSP. Pour atténuer ce risque, le PAM s'efforcera d'obtenir des contributions de la part des pouvoirs publics et de donateurs non traditionnels et il améliorera sa stratégie de mobilisation des ressources, notamment en mettant en relief les approches du PSP qui sont de nature à faire évoluer les relations entre les sexes, étant donné que l'égalité des sexes constitue une priorité commune des donateurs.
98. *Relations externes*: Le manque de coordination entre le PAM et les autres organismes des Nations Unies, les pouvoirs publics et les partenaires pourrait nuire à la cohérence des activités en favorisant les lacunes, les répétitions ou les chevauchements dans la couverture. Pour atténuer ce risque, le PAM renforcera les partenariats, encouragera les programmes conjoints, participera aux actions ayant trait aux questions transversales et procédera à des

ajustements du PSP autant que de besoin en fonction de l'évolution des plans et des programmes du Gouvernement.

99. *Modèle opératoire:* Le PAM peut être perçu comme un partenaire humanitaire seulement et non comme un partenaire stratégique du développement par le Gouvernement, les autres organismes des Nations Unies et les donateurs. Ce risque sera atténué par l'approche intégrée qu'adoptera le PAM pour fournir son assistance pendant la durée du PSP ainsi que par la coordination inclusive améliorée assurée aux niveaux national et décentralisé, qui contribuera à renforcer l'image du PAM comme un catalyseur des activités de développement. Le PAM travaillera également aux côtés des pouvoirs publics afin d'améliorer leur capacité à élaborer une stratégie novatrice propre à faire évoluer les relations entre les sexes dans le cadre du programme de repas scolaires.
100. *Relations externes:* Le risque associé au manque de capacités et de coordination dans le pays ainsi qu'à la résistance externe à l'adoption d'une approche de nature à faire évoluer les relations entre les sexes dans le cadre de l'initiative de repas scolaires utilisant la production locale, est susceptible de compromettre la mise en œuvre efficace du PSP dans les échéances prévues. Pour atténuer ce risque, le PAM renforcera les capacités des pouvoirs publics et incitera vivement les parties prenantes nationales à adopter des politiques et des programmes novateurs et inclusifs qui assurent aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons des avantages équitables.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)							
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Total
Effet direct stratégique 1	178 132	241 782	383 950	201 300	377 046	206 693	1 588 903
Total	178 132	241 782	383 950	201 300	377 046	206 693	1 588 903

101. Le coût total de la réalisation de l'effet direct stratégique s'élève à 1 588 903 dollars. Le coût représente l'investissement dans le développement de la capacité du pays à gérer l'initiative de repas scolaires utilisant la production locale et à améliorer la chaîne de valeur alimentaire locale et l'accès des petits exploitants au marché. Le PAM allouera les ressources nécessaires aux activités faisant progresser l'égalité des sexes et la prise en compte de la question de la nutrition.

6.2 Perspectives de financement

102. Le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe s'est engagé à fournir 1 million de dollars sur cinq ans (soit 200 000 dollars par an) en faveur de l'activité 1.
103. De nouvelles possibilités de financement seront étudiées avec des donateurs traditionnels et non traditionnels potentiels. Le PSP devrait séduire les donateurs car il s'attaque aux principales difficultés et lacunes qui ont été recensées lors de l'examen stratégique Faim zéro et des consultations menées auprès des pouvoirs publics et d'autres parties prenantes, notamment les partenaires du développement.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

104. Étant donné que Sao Tomé-et-Principe appartient à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la mobilisation de ressources constituera un aspect critique du PSP. La collaboration avec la FAO s'appuiera sur la complémentarité afin de favoriser l'obtention de meilleurs résultats, conformément aux principes de convergence géographique et programmatique sous-tendant l'initiative "Unis dans l'action". En conséquence, le PAM reprendra les débats engagés avec les partenaires et les dispositions établies avec eux dans le cadre du processus d'examen stratégique Faim zéro et renforcera les partenariats avec des donateurs non traditionnels, notamment en lien avec l'activité 2 et l'importante nécessité de promouvoir la participation des femmes dans la composante d'appui aux petits exploitants

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE (2019-2024)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2030, le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe dispose de capacités renforcées pour conduire un programme de repas scolaires utilisant la production locale, qui soit durable sur les plans environnemental et social, propre à faire évoluer les relations entre les sexes et favorable aux petits exploitants, ainsi que pour mettre en œuvre les politiques et programmes connexes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition à l'échelle du pays

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Le Gouvernement est en mesure de mettre en œuvre de manière autonome le programme de repas scolaires utilisant la production locale et les politiques et programmes connexes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

Indicateurs d'effet direct

Indice de capacité nationale (repas scolaires)

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Nombre de programmes nationaux améliorés grâce à une coopération Sud-Sud ou triangulaire menée avec l'appui du PAM (nouveau)

Ressources mobilisées (en dollars) en faveur de systèmes ou de services axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Activités et produits

2. Assurer le renforcement des capacités des pouvoirs publics et appuyer leur coordination, afin qu'ils soient en mesure d'encourager la mise en place de chaînes de valeur alimentaires locales durables et équitables et de stimuler les marchés agricoles au profit des petits exploitants (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

La population de Sao Tomé-et-Principe (niveau 3) tire profit d'un soutien aux marchés agricoles au bénéfice des petits exploitants et de filières alimentaires locales, bien coordonnés et équitables, qui appuient l'initiative de repas scolaires utilisant la production locale et contribuent à renforcer la sécurité alimentaire globale (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

La population de Sao Tomé-et-Principe (niveau 3) tire profit d'un soutien aux marchés agricoles au bénéfice des petits exploitants et de filières alimentaires locales, bien coordonnés et équitables, qui appuient l'initiative de repas scolaires utilisant la production locale et contribuent à renforcer la sécurité alimentaire globale (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les populations en situation d'insécurité alimentaire (niveau 3) tirent profit de la capacité renforcée du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à coordonner des politiques et des programmes équitables et inclusifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, pour améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations en situation d'insécurité alimentaire (niveau 3) tirent profit de la capacité renforcée du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à coordonner des politiques et des programmes équitables et inclusifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, pour améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les populations en situation d'insécurité alimentaire (niveau 3) tirent profit de la capacité renforcée du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à coordonner des politiques et des programmes équitables et inclusifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, pour améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle (K: Partenariats appuyés)

1. Assurer le renforcement des capacités des pouvoirs publics (notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud) pour la conception, la gestion et la coordination d'un programme de repas scolaires utilisant la production locale, qui soit durable sur les plans environnemental et social, propre à faire évoluer les relations entre les sexes et à dimension nutritionnelle, et des politiques et programmes connexes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (Repas scolaires)

La population de Sao Tomé-et-Principe (niveau 3) tire profit de la capacité nationale renforcée à mettre en œuvre des programmes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et surtout les relations entre les femmes et les hommes, concernant les pratiques nutritionnelles qui permettent d'améliorer l'état nutritionnel (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants des écoles primaires (niveau 3) tirent profit d'un dispositif national amélioré de repas scolaires utilisant la production locale, qui facilite leur accès à des aliments nutritifs, améliore la santé et rend l'éducation plus fructueuse (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants des écoles primaires (niveau 3) tirent profit d'un dispositif national amélioré de repas scolaires utilisant la production locale, qui facilite leur accès à des aliments nutritifs, améliore la santé et rend l'éducation plus fructueuse (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)		
	Résultat stratégique 5/ Cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	
Transferts	1 024 860	1 024 860
Mise en œuvre	195 020	195 020
Total, transferts et mise en œuvre (coûts opérationnels directs)	1 219 880	1 219 880
Coûts d'appui directs ajustés	272 048	272 048
Total, coûts directs pour le PAM	1 491 928	1 491 928
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	96 975	96 975
Total, coûts pour le PAM	1 588 903	1 588 903

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance